

TEL : +33 6 87 28 44 48

PARIS, le 19-janv.-2026

Cette confirmation annule et remplace la précédente envoyée le 14/01/2026

Nos Références : IRS-2089379 / IRS-2089380 / 30080819 (à rappeler pour toute correspondance)

Vos Références : (à préciser dans votre document)

UTI Préfixe : O2RNE8IBXP4R0TD8PU41

UTI Valeur : IRDIRS000000000000000002089378

Objet : Confirmation d'une opération de Garantie de Taux Plafond

Mesdames, Messieurs,

Nous vous confirmons par la présente les termes et conditions de l'opération de Garantie de Taux Plafond conclue entre SOCIETE GENERALE (« **Partie A** ») et (« **Partie B** ») et ensemble les « **Parties** » à la date spécifiée ci-dessus.

Ce document constitue une « Confirmation » et cette opération constitue une « Transaction » au sens de la Convention-Cadre FBF à laquelle il est fait référence ci-après. Les définitions et dispositions des « Définitions Communes aux Additifs Techniques », de l'Additif Technique « Echange de Conditions d'Intérêts ou de Devises » et de l'Additif Technique « Rapprochement et Compression de Portefeuilles et Règlement des différends » (ensemble, les « **Additifs Techniques** »), tels que publiés par la Fédération Bancaire Française (« **FBF** »), s'appliquent à la Transaction sauf stipulation contraire expressément mentionnée ci-dessous.

Les Parties s'engagent à conclure dans les meilleurs délais la Convention-Cadre FBF relative aux Opérations sur Instruments Financiers à Terme dans sa version de Juin 2013 éventuellement modifiée d'un commun accord entre les Parties au moyen de toute annexe (la « **Convention Définitive** »). A la signature de la Convention Définitive, la Confirmation complétera, fera partie intégrante et sera soumise aux stipulations de la Convention Définitive. Toutes les stipulations qui seront contenues dans, ou convenues comme faisant partie intégrante de la Convention Définitive, régiront la présente Confirmation sauf stipulation contraire expressément mentionnée ci-dessous.

Les Parties conviennent expressément que, jusqu'à la signature de la Convention Définitive, cette Transaction sera néanmoins régie et complétée par les termes de la Convention-Cadre FBF relative aux Opérations sur Instruments Financiers à Terme version juin 2013 (hors annexes), qui est jointe à la Confirmation en Annexe (la « **Convention d'Intention** ») et qui s'appliquera entre les Parties de la même manière que si ses termes étaient expressément reproduits dans la Confirmation. L'Annexe fait partie intégrante de cette Confirmation.



SIR20260119213423

Sauf dispositions contraires, toute opération constituant une « Transaction » telle que définie dans la Convention d'Intention, conclue entre les Parties préalablement à la date de la présente Transaction, sera réputée faire partie intégrante et soumise à la même Convention d'Intention.

En cas de contradiction entre les stipulations de la présente Confirmation, des Additifs Techniques et de la Convention d'Intention ou le cas échéant de la Convention Définitive, les stipulations de la présente Confirmation prévaudront.

Date de Conclusion : 12-janv.-2026

Date de Commencement : 08-janv.-2026

Date d'Echéance : le 08-janv.-2030 sous réserve de l'application des clauses ci-après dénommées Détermination des Jours Ouvrés et Conventions de Jours Ouvrés.

PAYEUR DES MONTANTS VARIABLES :

Montant Notionnel (MN) - Devise :

Du (inclus)	Au (exclu)	Montant
08-janv.-2026	08-juil.-2026	34,000,000.00 EUR
08-juil.-2026	08-juil.-2027	30,033,334.00 EUR
08-juil.-2027	10-juil.-2028	26,066,668.00 EUR
10-juil.-2028	09-juil.-2029	22,100,002.00 EUR
09-juil.-2029	08-janv.-2030	18,133,336.00 EUR

Taux Variable : MIN (Taux de Référence + 0.212000% ; 2.712000%)

Taux de Référence : EUR-EURIBOR-Reuters-3 Mois-RE

Date de détermination du Taux Variable : 2 Jour(s) Ouvré(s) précédant le premier jour de chaque Période d'Application des Montants Variables.

Date de détermination du Taux de Référence : 2 Jour(s) Ouvré(s) précédant le premier jour de chaque Période d'Application des Montants Variables.

Base de Calcul des Montants Variables : Exact/360

Montant Variable : Un montant égal au produit du Montant Notionnel, du Taux Variable et de la Base de Calcul des Montants Variables.

Période d'Application des Montants Variables : Toute période de 3 Mois, débutant le 8, à compter de la Date de Commencement et jusqu'à la Date d'Echéance.

Taux de Référence de la Première Période : 2.026000 % l'an



SIR20260119213423

Dates de Paiement des Montants Variables : Le dernier Jour de chaque Période d'Application des Montants Variables.

DETERMINATION DES JOURS OUVRES RELATIFS A LA/AUX :

- Date d'Echéance : TARGET
 - Période d'Application : TARGET
 - Dates de Paiement : TARGET
 - Dates de Détermination du Taux Variable : TARGET
 - Dates de Détermination du Taux de Référence : TARGET

CONVENTION DE JOUR(S) OUVRE(S) POUR :

- Date d'Echéance : Jour Ouvré Suivant sauf Mois Suivant
 - Période d'Application : Jour Ouvré Suivant sauf Mois Suivant
 - Dates de Paiement : Jour Ouvré Suivant sauf Mois Suivant
 - Dates de Détermination du Taux Variable : Jour Ouvré Précédent
 - Dates de Détermination du Taux de Référence : Jour Ouvré Précédent

PAYEUR DES MONTANTS VARIABLES : SOCIETE GENERALE/PARIS

Montant Notionnel (MN) - Devise :

Du (inclus)	Au (exclu)	Montant
08-janv.-2026	08-juil.-2026	34,000,000.00 EUR
08-juil.-2026	08-juil.-2027	30,033,334.00 EUR
08-juil.-2027	10-juil.-2028	26,066,668.00 EUR
10-juil.-2028	09-juil.-2029	22,100,002.00 EUR
09-juil.-2029	08-janv.-2030	18,133,336.00 EUR

Taux Variable : EUR-EURIBOR-Reuters-3 Mois-RE

Date de détermination du Taux Variable : 2 Jour(s) Ouvré(s) précédant le premier jour de chaque Période d'Application des Montants Variables.

Base de Calcul des Montants Variables : Exact/360



SIR20260119213423

Montant Variable	: Un montant égal au produit du Montant Notionnel, du Taux Variable et de la Base de Calcul des Montants Variables.
Période d'Application des Montants Variables	: Toute période de 3 Mois, débutant le 8, à compter de la Date de Commencement et jusqu'à la Date d'Échéance.
Taux Variable de la Première Période	: 2.026000 % l'an
Dates de Paiement des Montants Variables	: Le dernier Jour de chaque Période d'Application des Montants Variables.

DETERMINATION DES JOURS OUVRES RELATIFS A LA/AUX :

- Date d'Echéance	: TARGET
- Période d'Application	: TARGET
- Dates de Paiement	: TARGET
- Dates de Détermination du Taux Variable	: TARGET

CONVENTION DE JOUR(S) OUVRE(S) POUR :

- Date d'Echéance	: Jour Ouvré Suivant sauf Mois Suivant
- Période d'Application	: Jour Ouvré Suivant sauf Mois Suivant
- Dates de Paiement	: Jour Ouvré Suivant sauf Mois Suivant
- Dates de Détermination du Taux Variable	: Jour Ouvré Précédent

AGENT	: l'Agent est l'entité désignée comme telle dans la Convention-Cadre, ou à défaut de mention, la Société Générale
--------------	---

INSTRUCTIONS DE PAIEMENT

Compensation si coïncidence des dates de paiement.

Paiement à SOCIETE GENERALE :
PAR DEBIT DE VOTRE COMPTE 30003008080002206047965
TENU A L'AGENCE SG METZ ENTREPRISES
ATT. SOCIETE GENERALE PARIS (SOGEFRPPHCM) ATT. OPER/FIC/CRD/RDB

Paiement à la Contrepartie :
PAR CREDIT DE VOTRE COMPTE 30003008080002206047965
TENU A L'AGENCE SG METZ ENTREPRISES



SIR20260119213423

EN VOTRE FAVEUR

Notifications:

SOCIETE GENERALE
OPER/OTC/CRD

189, RUE D'AUBERVILLIERS
75886 PARIS CEDEX 18
FRANCE

Les transactions sont conclues par tous les moyens et prennent effet dès l'échange des consentements des parties. A cet effet, les parties s'autorisent mutuellement à procéder à l'enregistrement des conversations téléphoniques relatives à la conclusion de leurs transactions.

Contacts

	Téléphone	Facsimilé
Documentation		
Interest Rate Derivatives Email: rates-documentation@socgen.com	+33142149032	+33170719224

Paiements

Interest Rate Derivatives Email: crd-settlements.par@sgcib.com	+33142137035
---	--------------

Chaque partie a conclu la présente transaction après avoir fait sa propre analyse de l'opération au vu, notamment, de sa capacité financière et des objectifs qu'elle poursuit.

Divers

1) Définitions :

Dans la présente Confirmation, les termes ci-dessous ont la signification suivante :

« Contrat de Crédit » désigne le contrat de crédit conclu à la date de la présente Opération ou antérieurement à celle-ci par la Partie autre que Société Générale en qualité d'emprunteur, tel qu'il pourra, le cas échéant, être amendé ou complété, et dont certaines caractéristiques financières (notamment les dates de paiement d'intérêt et les dates et montants d'amortissement) ont servi de base à la détermination des caractéristiques des Montants Variables dus par Société Générale au titre de la présente Opération ;

« Crédit » désigne le crédit mis à disposition de la Partie autre que Société Générale dans les conditions prévues par le Contrat de Crédit ;

« Encours » désigne, à une date donnée, le montant total du Crédit en principal non encore remboursé.

2) Objet de l'Opération :



SIR20260119213423

Les parties conviennent que l'Opération est conclue aux fins de couvrir la Partie autre que Société Générale contre tout ou partie du risque de variation du taux d'intérêt applicable à l'Encours.

3) Cas de Circonstances Nouvelles :

Les parties conviennent que (i) l'annulation, la résolution ou la résiliation du Contrat de Crédit, (ii) l'exigibilité anticipée de l'Encours et (iii) le remboursement anticipé, total ou partiel, de l'Encours (dans tous les cas, et pour quelque raison que ce soit) constitueront chacun un Cas de Circonstance Nouvelle permettant à chacune des parties de résilier l'Opération dans les conditions prévues mutatis mutandis aux articles 7.2.2.2 et 7.2.2.4 de la Convention-Cadre (ou, le cas échéant aux articles 7.2.3 et 7.3 de la Convention-Cadre si celle-ci est une Convention-Cadre FBF 2001 ou une Convention-cadre AFB).

En cas de remboursement anticipé partiel de l'Encours, si le montant notionnel de l'Opération est supérieur au montant de l'Encours après ledit remboursement anticipé partiel, chacune des parties pourra réduire le montant notionnel de l'Opération à due concurrence d'un montant déterminé par elle et au plus égal à la différence entre (a) le montant notionnel de l'Opération et (b) le montant de l'Encours après remboursement anticipé partiel (la « Quote-Part »).

Dans ce cas le montant payable par l'une des parties (la « Partie Payante ») à l'autre partie au titre de l'Opération sera égal au Solde de Résiliation qui aurait été dû par la Partie Payante à l'autre en application de l'Article 8.1 de la Convention-Cadre en cas de survenance, à la date de réduction du montant notionnel, d'une Circonstance Nouvelle dans le cadre d'une transaction similaire à l'Opération et ayant un montant notionnel égal à la Quote-Part, en tenant compte du fait que la Partie autre que Société Générale aurait été la seule Partie Affectée.

4) Engagement d'information :

Préalablement à tout remboursement anticipé du crédit quel qu'en soit le motif, la partie à l'initiative de laquelle ledit remboursement doit intervenir, devra informer l'autre partie au moins dix jours à l'avance. Société Générale indiquera alors les modalités de résiliation de l'opération de couverture.

5) Caducité :

Si, à tout moment, cette Confirmation devient caduque en application notamment de l'article 1186 du Code civil, cette caducité ne vaudra que pour l'avenir et ne produira aucun effet rétroactif.

A la date à laquelle l'une des Parties aura notifié à l'autre son intention de se prévaloir de la caducité (la « **Date de Caducité** »), Société Générale ou la Partie autre que Société Générale, le cas échéant, sera en outre redevable envers l'autre Partie d'un montant déterminé par Société Générale, égal à :

(i) la Valeur de Remplacement de la Transaction (en tenant compte de son signe positif ou négatif, le cas échéant) ;

(ii) diminuée ou augmentée, selon le cas, de tous montants dus mais non payés à la Date de Caducité par Société Générale et/ou la Partie autre que Société Générale au titre de la Transaction concernée ; et

(iii) diminuée ou augmentée, selon le cas, des Gains de Liquidité et/ou Coûts de Liquidité.

Si ce montant est positif, il sera dû par la Partie autre que Société Générale à Société Générale. S'il est négatif, il sera dû par Société Générale à la Partie autre que Société Générale.

Loi Applicable/Attribution de compétence:



SIR20260119213423

Cette Confirmation est régie par la loi française. Tout litige, relatif notamment à sa validité, son interprétation ou son exécution, sera soumis à la compétence des juridictions des tribunaux du ressort de la Cour d'Appel de Paris.

Résiliation, Solde de Résiliation et Compensation du Solde de Résiliation:

Les Parties reconnaissent et conviennent expressément que la survenance de tout événement qualifié de « Cas de Défaillance » ou de « Circonstance Nouvelle » dans la Convention d'Intention, la Convention Définitive et/ou cette Confirmation permettra à l'une des Parties de résilier la Transaction par anticipation dans les conditions figurant dans la Convention d'Intention ou la Convention Définitive selon le cas.

En cas de résiliation par anticipation de la Transaction, l'une des parties devra payer le Solde de Résiliation qui sera calculé conformément aux stipulations de la Convention Définitive ou de la Convention d'Intention selon le cas. Ce Solde de Résiliation inclura la Valeur de Remplacement ainsi que les éventuels Montants Dus et Coûts de Liquidité (ou Gains de Liquidité), tels que définis dans la Convention Définitive ou la Convention d'Intention selon le cas, afférents à la Transaction et, le cas échéant, aux autres Transactions régies par la Convention d'Intention ou la Convention Définitive qui seraient également résiliées par anticipation à la même date. La compensation éventuelle du Solde de Résiliation s'effectuera selon les stipulations de l'article 8.2.4 de la Convention d'Intention ou la Convention Définitive selon le cas.

Clauses de résiliation:

Le Cas de Défaillance prévu à l'article 7.1.1.7 de la Convention d'Intention est applicable aux Parties. Ces dernières conviennent d'insérer à la suite de l'article 7.1.1.7 les termes suivants : « **ou si l'obligation de paiement concernée porte sur un montant inférieur au Montant Seuil ;** ».

S'agissant de la Partie A, le Montant Seuil au sens de la Convention d'Intention ou de la Convention Définitive sera de 3% des capitaux propres tels qu'indiqués dans son dernier rapport annuel d'audit.

S'agissant de la Partie B, le Montant Seuil sera de 300,000.00 euros.

Merci de nous (i) confirmer que ce qui précède reflète les termes de notre accord et (ii) préciser notamment votre numéro de compte ainsi que votre adresse pour les notifications et instructions de paiement en nous transmettant une copie signée par vous de cette Confirmation.

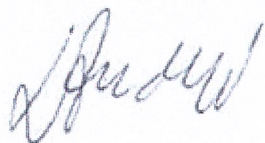
Salutations.

SOCIETE GENERALE

By :

Name : Diana ANDONI

Title : Head of Credit & Rates Derivatives Back-Office



SIR20260119213423

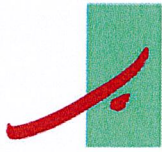


GRUPE LE BRAS
842 av. Charles de Gaulle, 92099 Paris Cedex 16
80 Rue Victor Hugo
84400 JARNEY
01 47 34 10 10
Tel. 01 47 34 10 10



SIR20260119213423

ANNEXE



FEDERATION
BANCAIRE
FRANCAISE

CONVENTION-CADRE FBF
RELATIVE AUX OPERATIONS
SUR INSTRUMENTS FINANCIERS
À TERME

- Juin 2013 -



SIR20260119213423

SOMMAIRE

ARTICLE 1	Principes généraux de la Convention
ARTICLE 2	Application de la Convention et des Additifs Techniques
ARTICLE 3	Définitions
ARTICLE 4	Conclusion de Transactions
ARTICLE 5	Paiements et Livraisons - Rôle de l'Agent 5.1. Paiements 5.2. Livraisons 5.3. Compensation 5.4. Tiers domiciliataire 5.5. Rôle et fonction de l'Agent
ARTICLE 6	Déclarations et Engagements 6.1. Déclarations 6.2. Statut de Compensation Réglementaire
ARTICLE 7	Résiliation des Transactions 7.1. Résiliation en Cas de Défaillance 7.2. Résiliation en Cas de Circonstance Nouvelle
ARTICLE 8	Calcul et Paiement du Solde de Résiliation 8.1. Calcul du Solde de Résiliation 8.2. Notification et versement du Solde de Résiliation
ARTICLE 9	Retard de paiement ou de Livraison
ARTICLE 10	Incidences fiscales
ARTICLE 11	Divers 11.1. Notifications 11.2. Paiement dans une monnaie autre que celle prévue 11.3. Non renonciation 11.4. Cession à un tiers 11.5. Frais et débours 11.6. Sûretés et garanties 11.7. Transactions conclues pour compte de tiers 11.8. Fourniture de documents 11.9. Déclaration des Transactions 11.10. Rapprochement, compression des portefeuilles et règlement des différends 11.11. Valorisation des Transactions 11.12. Remises en garantie 11.13. Obligation de compensation par une contrepartie centrale
ARTICLE 12	Durée de la Convention
ARTICLE 13	Renonciation aux immunités
ARTICLE 14	Loi applicable, attribution de compétence



SIR20260119213423

**CONVENTION CADRE
RELATIVE AUX OPERATIONS
SUR INSTRUMENTS FINANCIERS
À TERME**

Entre les soussignées :

[], dont le siège social se trouve à [] et dont le numéro de registre du commerce et des sociétés de [] est [],
dûment représentée aux fins des présentes
pour son siège et ses succursales de ,
ci-après « **Partie A** » ;

D'UNE PART,

et

[], dont le siège social se trouve à [] et dont le numéro de registre du commerce et des sociétés de [] est [],
dûment représentée aux fins des présentes
pour son siège et ses succursales de ,
ci-après « **Partie B** » ;

D'AUTRE PART,

ci-après dénommées les « **Parties** ».

Les Parties conviennent de soumettre à la présente convention cadre (la « **Convention** ») l'ensemble de leurs Transactions, de les globaliser et de bénéficier des dispositions législatives et réglementaires applicables et notamment les articles L. 211-36 et L. 211-36-1 du Code monétaire et financier.

ARTICLE 1 - PRINCIPES GÉNÉRAUX DE LA CONVENTION

Les principes généraux de la Convention sont les suivants :

les opérations régies par la Convention sont exclusivement celles sur instruments financiers à terme au sens des articles L. 211-1 III et L. 211-36 II du Code monétaire et financier,

l'ensemble des Transactions régies par la Convention forment un tout pour leur résiliation et leur compensation,

la défaillance de l'une des Parties donne le droit à l'autre Partie, sans hiérarchie entre les différents Cas de Défaillance concernés lorsque plusieurs d'entre eux sont applicables, de résilier l'ensemble des Transactions régies par la Convention, de compenser les dettes et créances réciproques y afférentes et d'établir un Solde de Résiliation à recevoir ou à payer, et



SIR20260119213423

ce Solde de Résiliation est déterminé selon une méthode préétablie qui intègre la Valeur de Remplacement des Transactions.

ARTICLE 2 - APPLICATION DE LA CONVENTION ET DES ADDITIFS TECHNIQUES

2.1. Les Parties peuvent modifier ou compléter les termes de la Convention en utilisant l'annexe ou par voie d'avenant, chacun faisant partie intégrante de la Convention. Lorsque ces modifications sont effectuées dans une Confirmation, elles ne s'appliquent qu'à la Transaction concernée. Ces modifications s'appliquent alors en priorité.

En cas de contradiction entre les stipulations de l'annexe ou de l'avenant et les autres stipulations de la Convention, les stipulations de ladite annexe ou dudit avenant prévaudront.

En cas de contradiction entre les stipulations de toute Confirmation et celles de la Convention, les stipulations de cette Confirmation prévaudront pour les besoins de la Transaction considérée.

Toute référence à un texte de loi, règlement, code ou autre s'entend d'une référence à ce texte tel qu'ultérieurement modifié, complété ou remplacé.

2.2. La Convention s'applique entre les Parties à l'ensemble de leurs Transactions présentes et futures à l'exclusion de celles faisant expressément référence à une autre convention cadre.

2.3. Les Additifs Techniques, qui font partie intégrante de la Convention, s'appliquent à compter de la date de leur publication par la Fédération Bancaire Française à toutes les Transactions conclues postérieurement à cette date, sauf désaccord d'une Partie notifié à l'autre Partie dans les conditions visées à l'article 4.2. ci-après.

ARTICLE 3 - DÉFINITIONS **ADDITIF TECHNIQUE**

Document établi par la Fédération Bancaire Française et publié sur son site internet, reprenant pour un type de Transaction les termes et caractéristiques techniques propres à cette Transaction.

AGENT

Personne (Partie ou tiers) désignée pour une Transaction donnée lors de sa conclusion, ou à défaut figurant dans l'annexe « Paramètres techniques », et dont le rôle est précisé à l'article 5.5 de la Convention.

CAS DE DÉFAILLANCE

Tout événement mentionné à l'article 7.1 de la Convention.

CIRCONSTANCE NOUVELLE

Tout événement mentionné à l'article 7.2 de la Convention.

CONFIRMATION

Document qui fait partie intégrante de la Convention et qui matérialise l'accord des Parties sur les termes d'une Transaction conclue entre elles et reprenant ses caractéristiques spécifiques. Un modèle de Confirmation figure, le cas échéant, en annexe de l'Additif Technique relatif au type de Transaction correspondante.

COÛT DE LIQUIDITÉ



SIR20260119213423

Le Coût de Liquidité au titre d'une Transaction résiliée correspond aux coûts résultant, pour la Partie en charge du calcul du Solde de Résiliation, de la mise en place par celle-ci d'opérations de financement destinées à couvrir sa position de trésorerie générée par la résiliation de la Transaction concernée.

DATE DE RÉSILIATION

Date à laquelle intervient la résiliation de l'ensemble des Transactions ou, lors de la survenance d'une Circonstance Nouvelle, des seules Transactions affectées par cette Circonstance Nouvelle.

Cette date est le Jour Ouvré choisi par la Partie notifiant la résiliation, devant se situer entre la date de réception de la notification et le dixième Jour Ouvré inclus suivant cette date.

DEVISE

Toute monnaie librement convertible et transférable.

DEVISE DE RÉSILIATION

Devise choisie par la Partie Non Défaillante ou la Partie Non Affectée dans laquelle est exprimé et versé le Solde de Résiliation. S'il y a deux Parties Affectées, la Devise de Résiliation sera choisie d'un commun accord entre les Parties. A défaut d'accord, le choix appartiendra à la Partie ayant subi la plus grande perte telle que déterminée à la Date de Résiliation. Le choix de la Devise de Résiliation sera effectué parmi les Devises déjà utilisées dans l'une des Transactions.

GAIN DE LIQUIDITÉ

Le Gain de Liquidité au titre d'une Transaction résiliée correspond aux gains résultant, pour la Partie en charge du calcul du Solde de Résiliation, de la mise en place par celle-ci d'opérations de financement destinées à couvrir sa position de trésorerie générée par la résiliation de la Transaction concernée.

JOUR OUVRE

S'agissant d'une obligation de paiement, un jour où les banques sont ouvertes pour le règlement d'opérations interbancaires et la détermination de références de marché dans le centre financier considéré.

S'agissant d'une obligation de Livraison, un jour où le système de règlement nécessaire à l'accomplissement de la Livraison concernée est généralement ouvert et fonctionne de façon à ce que la Livraison puisse être effectuée conformément aux pratiques de marché dans le centre financier considéré.

Pour les besoins de la Circonstance Nouvelle visée à l'article 7.2.1.1, un jour où les banques commerciales sont ouvertes pour la réalisation de leurs activités courantes (y compris pour des opérations en devises et les dépôts en devises) dans le centre financier où survient l'événement ou la circonstance qui entraîne une Circonstance Nouvelle au titre de l'article 7.2.1.1.

Pour tout autre besoin, un jour où les banques commerciales sont ouvertes pour la réalisation de leurs activités courantes (y compris pour des opérations en devises et les dépôts en devises) dans la ville où est située l'adresse spécifiée par la Partie destinataire pour l'envoi des notifications.

LIVRAISON

Transfert en pleine propriété, sans recours ou restriction quelconque, du Sous-Jacent considéré ou, si ce Sous-Jacent est une Transaction déterminée, conclusion de ladite Transaction. Les Livraisons sont réalisées (et les frais



SIR20260119213423

afférents sont supportés) de la manière communément admise dans les relations bancaires pour le Sous-Jacent considéré et peuvent donner lieu à versement concomitant d'un prix d'acquisition du Sous-Jacent considéré de la part de la Partie devant recevoir ledit Sous-Jacent.

MONTANT DU

Pour une Transaction résiliée et une Partie déterminée, la somme :

des versements qui étaient dus par cette Partie et n'ont pas eu lieu (pour quelque raison que ce soit) à la Date de Résiliation ;

de la Valeur de Marché - appréciée à la date de Livraison - de chacun des Sous-Jacents qui devaient être livrés par cette Partie et ne l'ont pas été (pour quelque raison que ce soit) à la Date de Résiliation ; et

des intérêts afférents, calculés depuis la date d'échéance ou de Livraison prévue jusqu'à la Date de Résiliation ; ces intérêts étant calculés au taux défini à l'article 9.1 de la Convention si la Partie redevable de ces montants ou de ces Livraisons est la Partie Défaillante ou à ce taux diminué de 1% l'an dans les autres cas.

REGLEMENT EMIR

Règlement (UE) n°648/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 sur les produits dérivés de gré à gré, les contreparties centrales et les référentiels centraux.

SOLDE DE RESILIATION

Désigne le solde défini à l'article 8.1.2 de la Convention.

SOUS-JACENT

Tout actif, valeur, indice ou instrument financier visé à l'article L. 211-1 du Code monétaire et financier, ou toute Transaction portant sur un de ces instruments financiers.

STATUT DE COMPENSATION REGLEMENTAIRE

Statut d'une Partie au regard (i) du Règlement EMIR, ou (ii) de toute autre réglementation applicable, instaurant une obligation de compensation pour au moins une Transaction, qu'elle s'engage à déclarer conformément à l'article 6.2 de la Convention.

TRANSACTION

Toute opération sur instrument financier à terme au sens des articles L. 211-1 III et L. 211-36 II du Code monétaire et financier.

VALEUR DE MARCHÉ

Pour tout Sous-Jacent autre qu'une opération sur instrument financier à terme, valeur dudit Sous-Jacent (hors coûts et taxes divers d'acquisition) telle que déterminée sur son marché principal de cotation ou de négociation.

Lorsque le Sous-Jacent est une opération sur instrument financier à terme, valeur sur le marché réglementé considéré ou Valeur de Remplacement de ladite opération sur instrument financier à terme.

VALEUR DE REMPLACEMENT



SIR20260119213423

La Valeur de Remplacement est établie par la Partie Non Défaillante, ou la Partie Non Affectée (ou s'il y a deux Parties Affectées, chaque Partie Affectée).

Elle correspond au profit de la Partie en charge du calcul (et affecté d'un signe négatif) ou à la perte de la Partie en charge du calcul (et affectée d'un signe positif) résultant pour cette Partie de la résiliation d'une Transaction donnée et se base au choix de la Partie Non Défaillante ou de la Partie Non Affectée (ou s'il y a deux Parties Affectées, chaque Partie Affectée) :

(i) sur la moyenne arithmétique de cotations fournies par au moins deux (2) intervenants de marché de premier rang, ces dernières étant choisies par la ou les Parties en charge du calcul et permettant d'exprimer le montant que l'intervenant de marché verserait ou recevrait à la Date de Résiliation s'il devait reprendre l'intégralité des droits et obligations financiers de l'autre Partie à compter de cette date au titre de la Transaction concernée, et/ou

(ii) sur la moyenne arithmétique de données de marché disponibles et sélectionnées par la ou les Parties en charge du calcul, via des bases de données publiées par au moins deux (2) tiers et couramment utilisées par les intervenants de marché pour établir leur propre cotation ou valorisation.

Par dérogation à ce qui précède, s'il ne peut être obtenu qu'une seule cotation ou une seule donnée de marché, la Valeur de Remplacement résultera de cette unique cotation ou donnée de marché.

Si aucune cotation ou donnée de marché ne peut raisonnablement être obtenue pour la Date de Résiliation applicable, la Valeur de Remplacement sera déterminée, dès que possible, par la Partie en charge du calcul sur la base de sources internes dès lors que ces sources sont couramment utilisées par elle pour procéder à la valorisation de transactions similaires à la Transaction résiliée.

S'ils ne sont pas déjà reflétés dans les cotations ou données de marché obtenues conformément aux paragraphes (i) et (ii) ci-dessus, la Partie en charge du calcul pourra également prendre en considération les pertes ou les coûts subis pour dénouer ou conclure une opération de couverture relative à une ou plusieurs Transactions résiliées ou tout gain qu'elle aurait ainsi réalisé.

ARTICLE 4 - CONCLUSION DES TRANSACTIONS

4.1. Les Transactions sont conclues par tout moyen et prennent effet dès l'échange des consentements des Parties. A cet effet, les Parties (i) s'autorisent mutuellement à procéder à l'enregistrement des conversations téléphoniques relatives à la conclusion et à l'exécution de leurs Transactions, (ii) fournissent toute notification nécessaire de ces enregistrements au personnel concerné et (iii) consentent à ce que ces enregistrements soient produits en justice à titre de preuve au cours de toute procédure entre les Parties.

4.2. La conclusion de chaque Transaction sera suivie d'une Confirmation établie par tout moyen y compris électronique présentant un degré suffisant de sécurité et de fiabilité pour les Parties, dans tous les cas, dans les formes et les délais requis par la réglementation applicable. L'absence de Confirmation n'affectera en rien la validité de la Transaction. En cas de désaccord sur les termes d'une Confirmation, lequel devra être notifié immédiatement à l'autre Partie, chaque Partie pourra se référer à ses enregistrements téléphoniques comme mode de preuve pour établir les modalités de la Transaction correspondante.

4.3. Les Parties peuvent adopter pour toute Transaction des stipulations particulières modifiant les termes de la Convention.

ARTICLE 5 - PAIEMENTS ET LIVRAISONS - ROLE DE L'AGENT

5.1. Paiements



SIR20260119213423

Sous réserve de l'application des articles 5.3, 7.1.2 ou 7.2.2 ci-après, chaque Partie effectuera, pour chaque Transaction, chaque versement qui lui incombe dans la Devise, à la date et au lieu spécifiés dans la Confirmation correspondante.

5.2. Livraisons

Sous réserve de l'application des articles 5.3, 7.1.2 ou 7.2.2 ci-après, chaque Partie effectuera pour chaque Transaction chacune des Livraisons qui lui incombe de la manière, à la date et au lieu spécifiés dans la Confirmation correspondante.

5.3. Compensation

Les Parties conviennent de compenser à due concurrence leurs obligations de paiement dans la même Devise ou leurs Livraisons de Sous-Jacents fongibles pour autant que ces paiements ou Livraisons interviennent de façon réciproque le même jour pour une même Transaction.

Les Parties pourront convenir de compenser à due concurrence leurs obligations de paiement dans la même Devise ou leurs Livraisons de Sous-Jacents fongibles au titre de plusieurs Transactions, pour autant que ces paiements ou Livraisons interviennent de façon réciproque le même jour.

5.4. Tiers domiciliataire

Chaque Partie peut à tout moment désigner pour une ou plusieurs Transactions, tout intermédiaire de premier rang comme domiciliataire des paiements et/ou Livraisons qui devra s'assurer que ceux-ci seront effectués d'une façon réciproque et simultanée, à charge pour cette Partie d'assumer l'ensemble des coûts, frais et débours qui résultent du choix de cette procédure. Ce choix obligera l'autre Partie.

5.5. Rôle et fonction de l'Agent

Lorsqu'un Agent a été désigné pour une Transaction donnée, il procédera en temps et en heure à la saisie des informations dont la connaissance est nécessaire pour la détermination des montants à payer et/ou des quantités de Sous-Jacents à livrer par chacune des Parties. Il aura la responsabilité de l'établissement des calculs nécessaires. Il devra dès que possible rendre compte des informations et du détail des calculs effectués. Les informations et calculs transmis seront définitifs et, en l'absence d'erreur manifeste, ne pourront pas être contestés.

ARTICLE 6 – DECLARATIONS ET ENGAGEMENTS

6.1. Déclarations

Chaque Partie déclare et atteste lors de la conclusion de la Convention et de chaque Transaction :

6.1.1. qu'elle est régulièrement constituée et qu'elle exerce ses activités conformément aux lois, décrets, règlements et statuts (ou autres documents constitutifs) qui lui sont applicables ;

6.1.2. qu'elle agit pour son propre compte, a tout pouvoir et capacité de conclure la Convention et toute Transaction s'y rapportant et que celles-ci ont été valablement autorisées par ses organes de direction ou par tout autre organe compétent ;

6.1.3. que les Transactions sont conclues par des personnes dûment habilitées à cet effet ;



SIR20260119213423

6.1.4. que la conclusion et l'exécution de la Convention et de toute Transaction s'y rapportant ne contreviennent à aucune disposition des lois, décrets, règlements et statuts (ou autres documents constitutifs) qui lui sont applicables ;

6.1.5. que les informations et documents qu'elle fournit ou fournira à l'autre Partie sont exacts, complets et à jour ;

6.1.6. que tous les permis, licences et autorisations éventuellement nécessaires à la conclusion et à l'exécution de la Convention et de toute Transaction s'y rapportant ont été obtenus et demeurent valables ;

6.1.7. que la Convention et toutes les Transactions conclues en vertu des présentes constituent un ensemble de droits et obligations ayant force obligatoire à son encontre en toutes leurs stipulations;

6.1.8. qu'à sa connaissance aucun Cas de Défaillance n'existe en ce qui la concerne ;

6.1.9. qu'elle dispose, dans le cadre des dispositions légales et réglementaires qui lui sont applicables le cas échéant, des connaissances et de l'expérience nécessaires pour évaluer les avantages et les risques encourus au titre de chaque Transaction ; et qu'il lui appartient alors de décider du caractère adéquat de la Transaction considérée et du bien-fondé de sa conclusion, après en avoir examiné et compris, de manière indépendante ou avec ses propres conseils (étant entendu que les informations échangées relatives aux modalités d'une Transaction ne doivent pas être considérées comme des conseils en investissement ou des recommandations de conclure la Transaction), ses différents aspects et notamment ses caractéristiques financières, juridiques, fiscales et comptables, prise isolément ou associée à d'autres transactions ou instruments financiers qu'elle détiendrait par ailleurs ; et

6.1.10. qu'à sa connaissance il n'existe pas à son encontre d'action ou de procédure arbitrale ou judiciaire, ou de mesure administrative ou autre dont il pourrait résulter une détérioration manifeste et substantielle de son activité, de son patrimoine et de sa situation financière ou qui pourrait affecter la validité ou la bonne exécution de la Convention ou de toute Transaction.

6.2. Statut de Compensation Réglementaire

Chaque Partie s'engage à déclarer à l'autre Partie (i) lors de la conclusion de la présente Convention, son Statut de Compensation Réglementaire, ainsi que (ii) sans délai, tout changement ultérieur de son Statut de Compensation Réglementaire, en indiquant son nouveau Statut de Compensation Réglementaire et les raisons ayant conduit à ce changement.

ARTICLE 7 - RESILIATION DES TRANSACTIONS

7.1. Résiliation en Cas de Défaillance

7.1.1. Cas de Défaillance

Constitue un Cas de Défaillance pour l'une des Parties (la « **Partie Défaillante** »), l'un des événements suivants :

7.1.1.1. l'inexécution d'un paiement ou d'une Livraison quelconque au titre d'une Transaction à laquelle il n'aurait pas été remédié dans un délai d'un (1) Jour Ouvré à compter de la notification du défaut de paiement ou de Livraison adressée par l'autre Partie (la « **Partie Non Défaillante** ») ;

7.1.1.2. l'inexécution d'une quelconque stipulation (autre que celles visées aux articles 6.2 et 7.1.1.1 ci-dessus et aux articles 11.9 à 11.13 ci-dessous) de la présente Convention à laquelle il n'aurait pas été remédié dans un délai de sept (7) Jours Ouvrés à compter de la notification de cette inexécution adressée par la Partie Non Défaillante ;



SIR20260119213423

7.1.1.3. une quelconque déclaration de l'article 6.1 ci-dessus qui se révélerait avoir été inexacte au moment où elle a été faite ou réitérée ou cesse d'être exacte, sur un point important ;

7.1.1.4. la déclaration ou la reconnaissance de l'impossibilité ou du refus de régler tout ou partie de ses dettes ou d'exécuter ses obligations financières, la demande ou l'octroi administratif ou judiciaire d'un moratoire ainsi que toute procédure équivalente ;

7.1.1.5. la cessation d'activité, l'ouverture d'une procédure de liquidation amiable ou de toute autre procédure équivalente ;

7.1.1.6. l'ouverture ou la demande d'ouverture par la Partie Défaillante pour elle-même ou par toute autorité réglementaire ou judiciaire, de toute procédure de prévention ou de traitement des difficultés des entreprises régie par le droit français, ou de toute procédure équivalente régie par un droit étranger affectant le siège ou l'une quelconque des succursales de l'une des Parties, notamment (i) l'ouverture d'une procédure de conciliation, (ii) l'ouverture d'une procédure de sauvegarde, (iii) la nomination d'un mandataire ou d'un administrateur, (iv) l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, (v) l'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire, ou de toute procédure équivalente à celles qui sont visées aux (i) à (v) ;

7.1.1.7. l'inexécution d'une quelconque obligation de paiement à l'égard de l'autre Partie ou de tout tiers autre que celles résultant de la présente Convention ou d'une Transaction, sauf en cas d'erreur manifeste ou de contestation sérieuse au fond ;

7.1.1.8. tout événement susceptible d'entraîner la nullité, l'inopposabilité, la disparition d'une quelconque sûreté ou garantie consentie en faveur de la Partie Non Défaillante au titre d'une ou plusieurs Transactions ou toute inexécution ou violation d'une déclaration ou d'un engagement au titre de ladite sûreté ou garantie (dans chaque cas après expiration du délai de grâce applicable), ainsi que tout événement visé aux articles 7.1.1.4, 7.1.1.5, 7.1.1.6 et 7.1.1.7 affectant un tiers ayant délivré sa garantie au titre d'une ou de plusieurs Transactions.

7.1.2. Effets

La survenance d'un Cas de Défaillance donne à la Partie Non Défaillante le droit, sur simple notification adressée à la Partie Défaillante, de suspendre l'exécution de ses obligations et de résilier l'ensemble des Transactions en cours, quel que soit le lieu de leur conclusion ou d'exécution. Cette notification précisera le Cas de Défaillance invoqué ainsi que la Date de Résiliation retenue. A compter de la Date de Résiliation les Parties ne seront plus tenues à aucun paiement ou Livraison pour les Transactions résiliées.

La résiliation donne toutefois droit, pour ces mêmes Transactions, au paiement du Solde de Résiliation et, lorsqu'elle résulte de la survenance d'un Cas de Défaillance, au remboursement des frais et débours prévus à l'article 11.5.

7.2. Résiliation en cas de Circonstance Nouvelle

7.2.1. Cas de Circonstances Nouvelles

Constitue une Circonstance Nouvelle pour une Partie (la « **Partie Affectée** »), l'un des événements suivants :

7.2.1.1. l'entrée en vigueur d'une nouvelle loi ou d'une nouvelle réglementation, la modification, l'abrogation ou l'annulation d'une loi ou d'un quelconque texte à caractère obligatoire ou la modification de l'interprétation judiciaire ou administrative qui en est faite, dont il résulte qu'une Transaction est illicite pour la Partie concernée ou qu'il doit être procédé à une déduction ou retenue de nature fiscale sur un montant qu'elle doit recevoir de l'autre Partie au titre de ladite Transaction ;

7.2.1.2. la détérioration manifeste et substantielle de l'activité, du patrimoine ou de la situation financière de la Partie concernée qui résulterait d'une fusion, scission ou cession d'actifs ; ou



SIR20260119213423

7.2.1.3. une ou plusieurs Transactions soumises à une obligation de compensation par une contrepartie centrale ne sont pas compensées dans les délais requis par la réglementation applicable.

7.2.2 Effets :

7.2.2.1. Lors de la survenance d'une Circonstance Nouvelle visée à l'article 7.2.1.1, toute Partie en prenant connaissance la notifiera dans les meilleurs délais à l'autre Partie, ainsi que les Transactions concernées par cette Circonstance Nouvelle. Les Parties suspendront alors l'exécution de leurs obligations de paiement et de Livraison pour les seules Transactions affectées et rechercheront de bonne foi pendant un délai de trente (30) jours une solution mutuellement satisfaisante visant à rendre licite ces Transactions ou éviter la déduction ou retenue. Si à l'issue de cette période aucune solution mutuellement satisfaisante ne peut être trouvée, chacune des Parties (en cas d'illégalité) ou la Partie recevant un montant inférieur à celui prévu (en cas de déduction ou retenue sur un montant versé par l'autre Partie) pourra notifier à l'autre la résiliation des seules Transactions affectées par la Circonstance Nouvelle. Cette notification précisera la Date de Résiliation retenue.

7.2.2.2. Lors de la survenance d'une Circonstance Nouvelle visée à l'article 7.2.1.2, toutes les Transactions seront considérées comme étant affectées. L'autre Partie (la « **Partie Non Affectée** ») aura alors le droit sur simple notification adressée à la Partie Affectée, de suspendre l'exécution de ses obligations de paiement et de Livraison et de résilier l'ensemble des Transactions en cours, quel que soit le lieu de leur conclusion ou d'exécution. Cette notification précisera la Date de Résiliation retenue.

7.2.2.3. Lors de la survenance d'une Circonstance Nouvelle visée à l'article 7.2.1.3, (i) si cette Circonstance Nouvelle résulte d'un manquement d'une des Parties à l'une de ses obligations de notification au titre de l'article 6.2, cette Partie sera la seule Partie Affectée ; et (ii) si cette Circonstance Nouvelle survient pour toute autre raison, les deux Parties seront des Parties Affectées ; l'autre Partie (la « **Partie Non Affectée** »), ou l'une des Parties s'il y a deux Parties Affectées, respectivement, aura alors le droit sur simple notification adressée à la Partie Affectée ou, le cas échéant, à l'autre Partie, de suspendre l'exécution de ses obligations de paiement et de Livraison et de résilier les seules Transactions affectées, quel que soit le lieu de leur conclusion ou d'exécution. Cette notification précisera la Date de Résiliation retenue.

7.2.2.4. Si une Circonstance Nouvelle entraîne directement la survenance d'un Cas de Défaillance, ce dernier sera réputé ne pas avoir eu lieu et seules les stipulations de l'article 7.2 seront alors applicables.

7.2.2.5. A compter de la Date de Résiliation les Parties ne seront plus tenues à aucun paiement ou Livraison pour les Transactions résiliées.

La résiliation donne toutefois droit, pour ces mêmes Transactions, au paiement du Solde de Résiliation.

ARTICLE 8 - CALCUL ET PAIEMENT DU SOLDE DE RESILIATION

8.1. Calcul du Solde de Résiliation

8.1.1. Chaque Transaction résiliée donne lieu à la détermination de sa Valeur de Remplacement ainsi que, le cas échéant, à celle du Montant Dû par chaque Partie et à celle des Coûts de Liquidité ou des Gains de Liquidité de la Partie en charge du calcul (s'ils n'ont pas été déjà intégrés dans la Valeur de Remplacement). La charge de déterminer les Valeurs de Remplacement, les Montants Dus et les Coûts ou Gains de Liquidité est confiée à la Partie Non Défaillante ou à la Partie Non Affectée (ou, s'il y a deux Parties Affectées, à chaque Partie). Cette détermination doit intervenir dès que possible.

8.1.2. Afin de déterminer le Solde de Résiliation pour l'ensemble des Transactions résiliées, la Partie en charge du calcul déduira alors du total (i) des Valeurs de Remplacement affectées d'un signe positif, (ii) des Montants Dus par l'autre Partie et (iii) de ses Coûts de Liquidité, le total des (i) Valeurs de Remplacement affectées d'un



SIR20260119213423

signe négatif, (ii) des Montants Dus par elle et (iii) de ses Gains de Liquidité. Cette différence (positive ou négative) sera le Solde de Résiliation.

8.1.3. Toute Valeur de Remplacement, tout Montant Dû, Coût de Liquidité ou Gain de Liquidité exprimé dans une Devise autre que la Devise de Résiliation sera converti dans cette Devise à la Date de Résiliation sur la base des cours de change au comptant disponibles pour la Partie en charge du calcul à 12 heures à cette date.

8.2. Notification et versement du Solde de Résiliation

8.2.1. La Partie en charge du calcul du Solde de Résiliation (ou, s'il y a deux Parties Affectées, chaque Partie) notifiera à l'autre son montant dans les meilleurs délais ainsi que le détail des calculs ayant permis de le déterminer. Ces calculs seront définitifs dès leur notification et, en l'absence d'erreur manifeste, ne pourront pas être contestés.

8.2.2. Lorsque la résiliation intervient à la suite d'un Cas de Défaillance (ou d'une Circonstance Nouvelle avec une seule Partie Affectée), le Solde de Résiliation sera dû par la Partie Défaillante ou la Partie Affectée à l'autre Partie, s'il est positif et sera dû par cette autre Partie à la Partie Défaillante ou la Partie Affectée, s'il est négatif.

8.2.3. Si la résiliation intervient à la suite d'une Circonstance Nouvelle et qu'il y a deux Parties Affectées, la Partie ayant le Solde de Résiliation le plus négatif ou le moins positif devra à l'autre Partie un montant égal à la moyenne des valeurs absolues des Soldes de Résiliation (si ces soldes sont de signes opposés) ou égal à la valeur absolue de la moitié de la différence entre les Soldes de Résiliation (si ces soldes sont de même signe).

8.2.4. La Partie redevable du Solde de Résiliation (ou du montant visé à l'article 8.2.3, selon le cas) le versera à l'autre Partie dans les trois Jours Ouvrés à compter de la réception de la notification visée à l'article 8.2.1. Toutefois, dans l'hypothèse où le Solde de Résiliation serait, suite à la survenance d'un Cas de Défaillance, dû par la Partie Non Défaillante à la Partie Défaillante, la Partie Non Défaillante est irrévocablement autorisée à compenser, dans les limites prévues par la loi, ce montant à payer avec tout autre montant qui lui serait dû par la Partie Défaillante à quelque titre que ce soit.

À cette fin, la Partie Non Défaillante pourra convertir dans la Devise de Résiliation, le montant de ses autres obligations de paiement qui seraient libellées dans une autre Devise en utilisant le taux de change qu'elle juge, de bonne foi, approprié et équitable.

8.2.5. En cas de retard de paiement, le Solde de Résiliation (ou le montant visé à l'article 8.2.3, selon le cas) sera majoré des intérêts y afférents, calculés conformément aux stipulations de l'article 9.1.

ARTICLE 9 - RETARD DE PAIEMENT OU DE LIVRAISON

9.1. En cas de retard de paiement d'une quelconque somme due au titre de la Convention par l'une des Parties, cette Partie devra payer à l'autre des intérêts de retard qui seront dus de plein droit et sans mise en demeure préalable et qui seront calculés sur ladite somme, de la date à laquelle le paiement aurait dû être effectué (incluse) à la date de paiement effectif (exclue), au taux de refinancement au jour le jour de la Partie devant recevoir le montant en cause, dans la Devise concernée, majoré de un pour cent l'an. Ces intérêts seront capitalisés s'ils sont dus pour une période supérieure à un an.

9.2. En cas de Livraison avec retard d'un quelconque Sous-Jacent dû au titre de la Convention par l'une des Parties, cette Partie devra payer à l'autre :

le montant de la différence, si elle existe, entre la Valeur de Marché dudit Sous-Jacent à la date à laquelle la Livraison aurait dû intervenir et la valeur dudit Sous-Jacent retenue à cette date dans la Confirmation correspondante, et



SIR20260119213423

des intérêts de retard calculés sur cette différence, de la façon prévue à l'article 9.1. jusqu'à la date de Livraison effective.

ARTICLE 10 - INCIDENCES FISCALES

Les Parties conviendront en annexe, le cas échéant, de toute stipulation relative aux incidences fiscales des Transactions.

ARTICLE 11 - DIVERS

11.1. Notifications

Toute notification effectuée en vertu de la Convention devra être faite par lettre, télex, télécopie, courrier électronique ou toute transmission électronique ou numérisée présentant un degré suffisant de sécurité et de fiabilité pour les Parties et prendra effet à la date de sa réception si elle est reçue avant 17 heures un jour qui est un Jour Ouvré et le Jour Ouvré suivant si elle est reçue après 17 heures ou un jour qui n'est pas un Jour Ouvré.

11.2. Paiement dans une monnaie autre que celle prévue

Si pour une raison quelconque, un paiement est effectué dans une monnaie autre que la Devise prévue pour une Transaction et s'il y a une différence entre ce montant converti dans cette Devise et le montant en cette Devise que prévoyait ladite Transaction, la Partie débitrice devra, à titre d'obligation indépendante, indemniser à première demande et sans pouvoir soulever d'exception, l'autre Partie de tous frais et pertes qui en résulteraient.

11.3. Non renonciation

Dans la limite prévue par la loi, le non exercice ou l'exercice tardif par une Partie de tout droit, pouvoir ou privilège découlant de la Convention ne constitue pas une renonciation au droit, pouvoir ou privilège en cause.

11.4. Cession à un tiers

La Convention, toute Transaction ou l'un quelconque des droits ou obligations en découlant pour une Partie, ne pourront être transférés, cédés ou faire l'objet d'une sûreté ou garantie quelconque par cette Partie, sans l'accord préalable écrit de l'autre Partie. Il est précisé que les présentes stipulations ne s'appliquent pas à toute créance de l'une des Parties correspondant au Solde de Résiliation et/ou à tous intérêts y afférents qui lui seraient dus au titre de la Convention, pour autant que ledit transfert ou ladite cession, sûreté ou garantie n'affecte pas les droits de la Partie Non Défaillante au titre de l'article 8.2.4 de la Convention.

Le présent article ne vise pas les opérations de transfert ou de cession qui découlent d'une transmission universelle de patrimoine dont le régime est fixé par la loi ou le règlement et qui sont valides et opposables selon le droit applicable (notamment en cas de fusion et de scission), pour lesquelles l'accord préalable et écrit de l'autre Partie ne sera pas nécessaire.

11.5. Frais et débours

Dans les limites autorisées par la loi, la résiliation des Transactions, l'inexécution de ses obligations et de ses engagements au titre de la présente Convention ou l'inexactitude d'une déclaration par l'une des Parties ouvre droit, pour la seule Partie Non Défaillante ou pour l'autre Partie, selon le cas, au remboursement des frais et débours engagés ou pénalités supportées, y compris dans le cadre de procédures judiciaires ou disciplinaires, le cas échéant, qu'elle aurait subis de ce fait et qu'elle serait en mesure de justifier et qui, en cas de résiliation, n'auraient pas déjà été pris en compte dans le calcul du Solde de Résiliation.



SIR20260119213423

11.6. Sûretés et garanties

Les Parties pourront convenir, à tout moment, l'octroi, la constitution et la ségrégation éventuelle de toute sûreté ou garantie pour tout ou partie des Transactions.

11.7 Transactions conclues pour compte de tiers

11.7.1 Nonobstant l'article 6.1.2, lorsqu'un signataire à la Convention agit pour le compte d'un mandant dont il a révélé l'identité, ledit mandant est Partie à la Convention et aux Transactions. La Convention s'applique alors exclusivement aux Transactions conclues au nom et pour le compte du mandant.

Le signataire agissant au titre d'un mandat :

(i) déclare et atteste disposer de toutes les autorisations nécessaires pour engager son mandant et s'être assuré que le mandant était pleinement lié par les termes de la Convention ainsi que de toute Transaction conclue en son nom et pour son compte ; et

(ii) s'engage à faciliter tout contact entre son mandant et l'autre Partie et révéler à cette dernière tout Cas de Défaillance ou toute Circonstance Nouvelle affectant son mandant dont il aurait connaissance

11.7.2 Les Transactions pour lesquelles une Partie agit pour compte de tiers sans avoir préalablement et expressément révélé à l'autre Partie l'identité dudit tiers, lient la Partie agissant pour compte de tiers de la même manière que si elle agissait en son nom et pour son compte propre.

11.8 Fourniture de documents

Chaque Partie s'engage à fournir à l'autre Partie, lors de la conclusion de la Convention, les documents attestant de l'identité, de la signature et des pouvoirs des signataires à l'engager au titre de la Convention et des Transactions, ou de tout autre document s'y référant.

11.9 Déclaration des Transactions

Nonobstant tout accord contraire, les Parties (i) s'engagent à coopérer l'une avec l'autre, en tant que de besoin, afin de procéder à toute déclaration d'une Transaction, ou d'une information relative à une Transaction, à laquelle elles seraient tenues par les lois ou règlements qui leur sont applicables, et (ii) conviennent et reconnaissent que le respect de ces obligations ne saurait constituer une violation d'une quelconque obligation de confidentialité ou de secret.

11.10 Rapprochement, compression des portefeuilles et règlement des différends

Chaque Partie s'engage à se conformer à l'ensemble des obligations légales et réglementaires qui lui incombent relativement à la formalisation de procédures et de dispositifs permettant de mesurer, de surveiller et d'atténuer le risque opérationnel et le risque de crédit de la contrepartie dont notamment des procédures formalisées, solides, résilientes et pouvant faire l'objet d'un audit, permettant le rapprochement périodique de son portefeuille de Transactions avec celui de l'autre Partie, de gérer les risques qui y sont relatifs, de déceler rapidement et de régler les éventuels différends entre les Parties et de surveiller la valeur des contrats en cours.

11.11 Valorisation des Transactions

Chaque Partie s'engage à se conformer à l'ensemble des obligations légales et réglementaires qui lui incombent relativement à la valorisation quotidienne au prix du marché de la valeur des Transactions en cours. Lorsque les conditions de marché empêchent une valorisation au prix du marché, chaque Partie procède à une valorisation fiable et prudente par rapport à un modèle.



SIR20260119213423

11.12 Remises en garanties

Chaque Partie s'engage à se conformer à l'ensemble des obligations légales et réglementaires qui lui incombent relativement à la mise en place de procédures de gestion des risques prévoyant un échange de garanties (*collateral*) effectué de manière rapide, exacte et avec une ségrégation appropriée.

11.13 Obligation de compensation par une contrepartie centrale

Si au moins une Transaction régie par la présente Convention est ou devient sujette à une obligation de compensation par une contrepartie centrale agréée ou reconnue par l'autorité compétente à raison d'une obligation légale ou réglementaire ou d'un accord entre les Parties, les Parties s'engagent à s'en informer sans délai et à tout mettre en œuvre, en ce compris la mise en place ou la mise en conformité d'une documentation conforme aux usages de place, pour assurer la poursuite et la compensation des Transactions concernées dans les délais requis par la réglementation applicable.

ARTICLE 12 - DUREE DE LA CONVENTION

La Convention est conclue pour une durée indéterminée. Elle pourra être dénoncée à tout moment, par lettre recommandée avec accusé de réception, ladite dénonciation prenant effet à l'expiration d'un délai de cinq (5) Jours Ouvrés suivant sa réception.

La Convention continuera toutefois à régir les rapports entre les Parties pour toutes les Transactions conclues avant la prise d'effet de ladite dénonciation.

ARTICLE 13 - RENONCIATION AUX IMMUNITES

La Convention est de nature commerciale. Les Parties renoncent irrévocablement à toute immunité de juridiction ou d'exécution dont elles pourraient bénéficier tant pour elles-mêmes que sur leurs biens présents ou futurs.

ARTICLE 14 - LOI APPLICABLE, ATTRIBUTION DE COMPETENCE

La Convention est soumise au droit français. En cas de traduction seule la version signée fera foi.

Tout litige, relatif notamment à sa validité, son interprétation ou son exécution, sera soumis à la compétence des juridictions des tribunaux du ressort de la Cour d'Appel de Paris.

Fait à [] le [] en deux (2) exemplaires originaux.

PARTIE A

NOM :
QUALITE :

PARTIE B



SIR20260119213423